

EUROPE Sommet extraordinaire

L'Union à la peine face au Covid

Le sommet extraordinaire (et en visioconférence) de l'Union de ce jeudi devait illustrer la solidarité des Européens face au Covid et ses multiples dégâts. Mais la bonne volonté commune butte sur les différences nationales et la lourdeur des institutions.

L'Europe a « opposé une réponse budgétaire à la crise en un temps record », se félicitait récemment Emmanuel Macron dans *Grand Continent*... Las, la réponse est bloquée par trois États d'Europe centrale, au moment où l'Europe espérait démontrer jeudi, lors d'un sommet dédié à la lutte contre la pandémie, sa capacité à réagir vite et bien.

■ De l'argent, mais quand ?

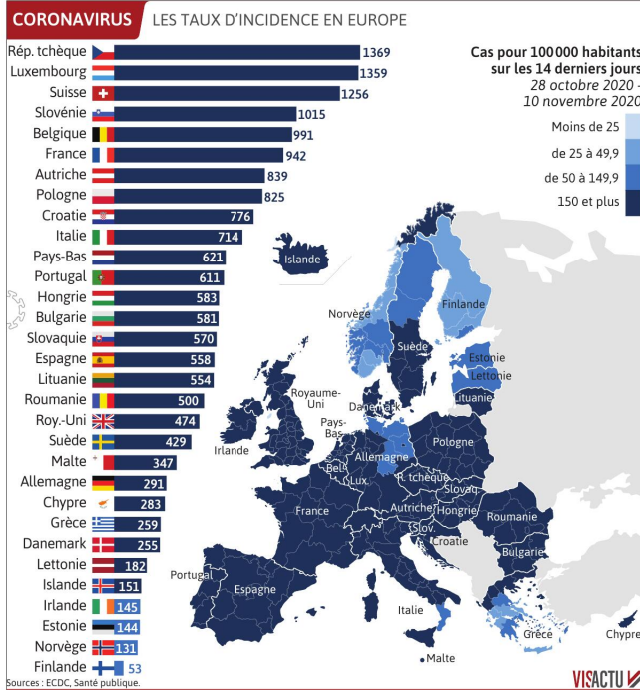
Le 21 juillet au matin, les dirigeants européens triomphaient : après trois nuits de marchandages, ils bouclaient un plan de relance de 750 milliards d'euros, en complément du budget ordinaire de 1075 milliards.

Mais il a fallu ensuite négocier avec le Parlement européen, qui a arraché mi-novembre une rallonge de 16 milliards. Puis est venu le veto de la Pologne et la Hongrie, bientôt rejointes par la Slovaquie, qui rejettent la mise sous condition du versement des crédits au respect de l'état de droit. La solution ? La France veut avancer sans les réfractaires, mais la Commission et l'Allemagne tiennent à rester dans le cadre du budget de l'Union, à 27. La relance européenne attendra...

■ Des voyages sous critères

Les compagnies aériennes ont protesté cet été contre « la pagaille » : des conditions d'entrée différentes d'un pays l'autre, des fermetures inopinées de frontières... Comme si le Covid avait effacé soixante ans de libre-circulation dans l'Union.

Le 13 octobre enfin, les ministres se sont accordés sur des critères



PRATIQUE

■ Une appli smartphone contre la pagaille

Pouvez-vous vous rendre en Italie ? Oui, à la condition d'avoir rempli une « auto-déclaration » précisant adresse, téléphone, et certifiant n'être pas positif... Ces renseignements et beaucoup d'autres (est-il obligatoire de porter un masque ? Oui, dans les espaces fermés), ainsi que la fameuse « auto-déclaration », sont disponibles sur le site « Re-open EU ». Très régulièrement mis à jour, ce site de la Commission européenne livre toutes ces informations pour chacun des 27 États membres (le Royaume-Uni n'en est plus). De plus, des cartes de l'Union dessinent les niveaux de contaminations et de tests positifs selon les régions européennes - autant préciser que l'Union est presque intégralement rouge vif, à l'exception de la Finlande et la Norvège (celle-ci non-membre, mais incluse dans la liste avec l'Islande). Ce site sera proposé en application à télécharger sur votre smartphone le 30 novembre, selon la Commission.

communs. C'est de là qu'est née la carte du Centre européen de prévention des maladies (ECDC) que nous publions, comme le projet d'un formulaire unique pour les voyageurs, ou d'une reconnaissance mutuelle des tests...

Tout cela reste à mettre en place, et ce sera long. Car il s'agit d'une simple « recommandation », sans obligation pour les États qui rechignent à déléguer à l'Union les conditions d'entrée et de sortie de leurs territoires.

■ Des tests et des vaccins

Le paradoxe est que la coopération semble plus efficace dans le

domaine sanitaire, bien que la santé reste une compétence des États. La Commission a adopté mercredi une recommandation sur l'usage des tests antigéniques en fonction du niveau de contamination du pays.

Et elle a déjà conclu quatre accords d'achats de vaccins avec des laboratoires, deux autres négociations étant en cours.

Le sommet de ce jeudi devrait à nouveau aborder la question de leur distribution aux États « en même temps et aux mêmes conditions », selon les termes de la présidente de la Commission.

Francis BROCHET

La Commission critique le budget français

La crise autorise à oublier quelques règles naguère intangibles (par exemple les 3 % de déficit budgétaire), mais pas de tirer des chèques sur l'avenir, explique en substance la Commission européenne dans son rapport sur les budgets des États, publié mercredi. Elle précise : « Certaines mesures présentées par la France, l'Italie, la Lituanie et la Slovaquie, semblent ne pas être temporaires ni compensées par d'autres mesures budgétaires ». Concernant la France, elle pointe les hausses des salaires dans les hôpitaux (coût : 8 milliards d'euros), qui seront bien sûr maintenues au-delà de la crise, et la baisse des impôts de production sur les entreprises (10 milliards d'euros).

ROYAUME-UNI

Corbyn privé de siège travailliste

L'ancien chef du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, ne sera pas autorisé à siéger comme député travailliste après un rapport accablant sur l'antisémitisme dans sa formation lorsqu'il la dirigeait. La réponse de Corbyn au rapport rédigé par un organisme indépendant a « sapé et retardé notre travail pour restaurer la confiance dans la capacité du Parti travailliste à lutter contre l'antisémitisme », a expliqué sur Twitter, Keir Starmer, l'actuel chef des travaillistes. Secoué depuis des années par des incidents à répétition et une foule de démissions, le Labour a fait l'objet d'une enquête menée par un organisme indépendant, le Comité pour l'égalité et les droits humains (EHRC), qui avait conclu fin octobre à des défaillances « inexcusables » résultant d'un « manque de volonté de s'attaquer à l'antisémitisme ».

ÉTATS-UNIS

Biden recrute, Trump limoge

Donald Trump n'a toujours pas admis sa défaite. Ce qui n'empêche pas Joe Biden de préparer son investiture programmée le 20 janvier. L'ex-vice-président d'Obama a choisi un démocrate chevronné, Ron Klain, pour être son chef de cabinet à la Maison Blanche et a nommé plusieurs de ses futurs conseillers. La composition de son gouvernement sera, elle, plus délicate. Ses ministres devront être confirmés au Sénat, dont la majorité restera républicaine sauf si les démocrates parviennent à remporter deux élections partielles en janvier en Géorgie.

Pendant ce temps, Donald Trump persiste dans la contestation de sa défaite. Ce mardi, il a même limogé Chris Krebs, le patron de l'agence gouvernementale en charge de la sécurité des élections, qui défend la probité du scrutin. Le directeur de l'agence de cybersécurité et de sécurité a notamment déclaré que la présidentielle avait été « la plus sûre de l'histoire des États-Unis ». Son limogeage a suscité de nombreuses réactions, parmi lesquelles celle du vice-président du Sénat chargé du renseignement, Mark Warner : « Le choix du président de le limoger simplement parce qu'il a dit la vérité en dit long. »

TTE16-V1